

# Remettons l'égalité sur les rails

En seulement une année, les Conservateurs ont aboli des programmes cruciaux pour l'égalité des femmes. Au cours de la dernière campagne électorale, Stephen Harper avait promis d'améliorer les droits des femmes au Canada. Il n'a pas tenu sa promesse.

Les Conservateurs prétendent que les femmes sont déjà égales aux hommes. En réalité, les femmes qui travaillent à temps plein touchent 71 cents pour chaque dollar que touchent les hommes. Seulement 15 % des enfants ont accès aux services de garde. Soixante-dix pour cent des mères de jeunes enfants travaillent. Les femmes autochtones au Canada sont plus souvent victimes de violence que les autres femmes. Les femmes représentent 50,4 % de la population et pourtant, elles n'occupent que 20,8 % des sièges à la Chambre des communes. Le Parti conservateur comptait moins de candidates que les autres partis aux élections de 2005.

## CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Le 8 mars est la Journée internationale de la femme.

- Participez aux activités organisées dans votre collectivité.
- Parlez des reculs sur le plan de l'égalité des femmes et de ce que nous réclamons.
- Transmettez un message au gouvernement fédéral afin qu'il remette l'égalité sur les rails.
- Faites connaître vos préoccupations à votre députée ou député.

Renseignements sur la campagne  
« Remettons l'égalité sur les rails »

[www.egalitedesfemmes.ca](http://www.egalitedesfemmes.ca)

## Voici ce qu'a fait le premier ministre Harper :

### Condition féminine Canada (CFC)

- Suppression de la promotion de « l'égalité » du mandat de CFC;
- Réduction de 43 % du budget de fonctionnement;
- Élimination de 12 des 16 bureaux régionaux et abolition de 61 des 131 postes d'un bout à l'autre du pays;
- Compressions budgétaires pour les groupes de femmes qui effectuent de la recherche et défendent les intérêts des femmes.



### DANS LES FAITS

Les groupes qui documentent l'inégalité des femmes et se portent à la défense des droits des femmes n'obtiendront plus de subventions. Nos instances décisionnelles n'entendront pas leurs voix.

Les organisations à but lucratif peuvent maintenant avoir accès aux fonds jadis réservés au financement du Programme de la promotion de la femme.

Le travail de promotion de l'égalité de la femme à l'intérieur du gouvernement sera limité.

Il n'y aura aucune représentation fédérale pour promouvoir l'égalité des femmes dans la plupart des provinces ou territoires.

### Programme de contestation judiciaire

Le Programme de contestation judiciaire qui accordait des subventions pour défendre des causes contestant les lois et politiques qui violaient les droits constitutionnels à l'égalité n'existe plus.



### DANS LES FAITS

Seuls les bien nantis auront accès au système de justice pour contester les lois injustes.

L'élargissement du programme visant à contester les lois provinciales ne se concrétisera pas.

### Loi sur l'équité salariale

On a mis fin au mouvement visant à adopter une loi fédérale proactive sur l'équité salariale, contrairement aux recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale institué par le gouvernement fédéral en 2004.



### DANS LES FAITS

La discrimination se poursuit sur le plan de l'écart salarial. Le groupe de travail a constaté que les femmes en général ne touchent que 71 cents de chaque dollar que touchent les hommes, les femmes de couleur, 64 cents, et les femmes autochtones, un pitoyable 46 cents.

L'écart se répercute sur le plan de la pension : Les femmes à la retraite ne reçoivent que 58 % de ce que reçoivent les hommes sous le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec.

### Garde d'enfants

C'est la fin des ententes conclues entre le fédéral et les provinces pour subventionner un système de garde d'enfants de qualité. Les Conservateurs ont instauré une allocation imposable de 100 \$ par mois accordée aux familles dont les enfants ont moins de six ans et des incitatifs fiscaux pour créer 25 000 places par année. Ils se sont prononcés contre un projet de loi d'initiative parlementaire appuyé par les trois partis de l'opposition en vue d'établir la structure d'un système de garde d'enfants à but non lucratif.



### DANS LES FAITS

Les familles n'ont pas accès à un système de garde d'enfants de haute qualité et abordable.

L'initiative du gouvernement Harper n'a pas permis de créer de places en garderie.

L'allocation de garde d'enfants imposable ne couvre qu'une fraction des frais de garde.